

DÉCRYPTAGE

LE COCKPIT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET INTERNATIONALE



Psyrris, un quartier d'Athènes en voie de gentrification.

Un vent d'optimisme souffle sur la Grèce

PAR MARY VAKARIDIS, DE RETOUR D'ATHÈNES

Près de dix ans après le début de la crise, Athènes n'en finit pas de régler ses dettes avec Bruxelles. Cependant, le dynamisme règne et le pays renoue lentement avec la croissance.

CHAUFFEUR DE TAXI à Athènes, Yorgos s'étrangle de rire dans un anglais approximatif: «En Grèce, pas d'argent? Pas de problème: ici, le soleil est gratuit! C'est pas comme chez vous. Regardez comme vous avez l'air en mauvaise santé!» Ce père de trois enfants conserve sa bonne humeur intacte, bien que son pays souffre depuis dix ans d'une crise sans précédent. Cette gaieté se retrouve chez les habitants de la cité millénaire, qui s'interpellent et se saluent le long de la rue, débattent sur les terrasses et se saisissent d'un bouzouki (le luth natio-

nal) pour chanter à la première occasion.

Chercheuse au Centre national de recherche scientifique Demokritos, Anthea (prénom d'emprunt) atteste de l'impact de la récession sur les citoyens, sans se départir de son sourire: «Mon salaire a été baissé d'un quart. Dans mon groupe de recherche d'une quinzaine de personnes, les trois meilleurs éléments sont partis à l'étranger. Autour de moi, mon beau-frère et trois de mes voisins ont perdu leur travail. Ils étaient dans le secteur de la construction qui s'est complètement effondré.» Et puis le temps a passé. La quadragénaire reprend: «Ces proches ont plus ou moins retrouvé du travail, du moins à temps partiel, et ils jonglent avec des mandats en freelance. Tout le monde s'arrange pour s'en sortir...»

Derrière les chiffres écrasants de la dette, quelque 350 milliards d'euros, soit 170% du PIB, le visiteur perçoit néanmoins un vent d'optimisme qui souffle sur la Grèce. Le résultat d'une résignation constructive de la population qui atteste de formidables facultés d'adaptation.

«En 2015, vous sentiez partout la gravité de la situation. Les gens avaient perdu toute confiance en l'avenir. Les visages étaient graves. Les gens avaient cessé de dépenser et conservaient leur argent sous les matelas – car en Grèce, personne ne fait confiance aux banques. Mais peu à peu, on s'est habitués à cette donne. Nous vivons moins bien qu'avant et on fait avec», explique Sophie Lamprou, cofondatrice de l'incubateur Impact Hub, à Athènes, qui rassemble des sociétés actives dans le développement durable. A 32 ans, cette diplômée en sciences économiques appartient à une génération d'entrepreneurs qui réussissent, avec talent, esprit d'innovation, dynamisme et débrouillardise. En investissant ses propres économies gagnées à l'étranger, la jeune polyglotte a créé dans une résidence néoclassique une antenne du réseau international Impact Hub qui n'a rien à

envier à celles de Genève et Zurich. Onze emplois y ont été créés, tandis qu'une soixantaine d'autoentrepreneurs louent des espaces de coworking.

Cette force créative se retrouve dans l'émergence de nombreux designers, d'architectes et de chefs qui réinventent la cuisine grecque, ainsi que de beaucoup de startups technologiques. Depuis son pic à 28%, le taux de chômage est maintenant passé sous la barre des 20%.

32 millions de touristes

Dans le sillage de Barcelone et Lisbonne, Athènes est elle-même la proie d'une gentrification galopante. Les acquéreurs de biens immobiliers sont des Turcs inquiets des dérives du gouvernement Erdogan et des investisseurs moyen-orientaux. Quant aux Chinois et aux Russes, ils sont attirés par le Golden Visa qui, en échange de 125 000 euros investis en Grèce, les autorise à résider cinq ans dans le pays et leur donne ainsi accès à l'Union européenne (UE). Conséquence, même le dimanche, l'hypercentre résonne du bruit des travaux de rénovation effectués sur des constructions branlantes. La plupart des appartements remis à neuf deviendront des logements Airbnb destinés aux touristes.

«Avec la crise, une multitude de tavernes et de cafés ont ouvert dans la ville. Sur la promenade d'Adrianou, les bars se succèdent les uns après les autres, alors qu'il n'y avait pas grand-chose il y a dix ans», rapporte Anthea. Le tourisme est l'un des rares secteurs à se porter au mieux. En 2018, la Grèce a enregistré le nombre record de 32 millions de visiteurs, soit trois fois la population totale, dont 5 millions uniquement à Athènes.

Mais il en faudrait davantage pour susciter l'enthousiasme de Miranda Xafa, ancien cadre du FMI et consultante pour le think tank CIGI (Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale). «Ce n'est pas avec deux apparte-

**CETTE FORCE CRÉATIVE
A FAIT ÉMERGER DE
NOMBREUX DESIGNERS,
ARCHITECTES, CHEFS
ET STARTUPS
TECHNOLOGIQUES**



Miranda Xafa, du think tank CIGI: «La Grèce a besoin d'investissements étrangers.»

ments Airbnb et trois restaurants que vous relancez l'économie de tout un pays. Ce dont la Grèce a besoin, c'est avant tout d'attirer des investissements étrangers. L'économie est exsangue et le secteur privé n'est pas en état de fournir des liquidités. Le pays doit à tout prix renforcer sa crédibilité afin d'obtenir du capital venu d'ailleurs dans le monde.»

Marasme économique

Retour en arrière. Entrée dans le système euro en 2001, la Grèce a tout d'un coup vu les vannes du crédit s'ouvrir en grand, tandis qu'il fallait investir des milliards pour accueillir les Jeux olympiques de 2004 à Athènes. Le pays reçoit l'addition en 2009. La hauteur des dépenses publiques, combinée à une évasion fiscale à l'échelle industrielle, projette la Grèce dans le mur du krach financier mondial qui a suivi la crise des subprimes.

Le gouvernement d'alors accepte des mesures d'austérité drastiques en échange d'un premier paquet à 125 milliards de dollars débloqué par le FMI (Fonds monétaire international), la Commission européenne et la BCE (Banque centrale européenne), la fameuse «troïka». Des plans, il y en aura trois, portant sur 274 milliards d'euros au total.

Puis en 2015, la coalition de gauche Syriza, emmenée par Alexis Tsipras, fait miroiter à la population un abandon des mesures d'austérité tout en promettant le maintien de la Grèce dans le système



L'Etat se sépare de nombreux biens nationaux, tel le port du Pirée, cédé au groupe Cosco.

DES PRIVATISATIONS À 7 MILLIARDS

RACHATS Le plan d'austérité que la Grèce a signé avec la troïka prévoit un important programme de cession de biens nationaux. Ainsi, le port du Pirée est entièrement passé dans l'escarcelle de l'armateur chinois Cosco Shipping Corporation en 2016. Le port de Thessalonique a aussi été repris par un consortium franco-sino-allemand. D'autres actifs ont été vendus, comme le réseau de gaz Desfa, le groupe télécom OTE ou le réseau ferroviaire OSE. L'opérateur allemand Fraport a signé en 2015 un accord portant sur l'exploitation de quatorze aéroports régionaux grecs. Depuis, il est plus cher de se rendre à Héraklion en Crète qu'à Londres depuis Athènes, en raison du bond des taxes d'aéroport. Les pourfendeurs de l'incompétence de l'Etat grec se félicitent en revanche de l'absence de grève dans les entités privatisées. L'agence des privatisations (Hrdaif) tient sur internet un catalogue des biens encore à céder. Y figurent la compagnie d'énergie Hellenic Petroleum, une ancienne base militaire aérienne américaine sur l'île de Crète, de multiples marinas dont celle de Chios, des sources thermales, un réseau d'autoroutes et le groupe hôtelier national Xenia. On y trouve aussi de multiples propriétés idylliques en bord de mer. Les privatisations ont jusqu'ici rapporté 7 milliards d'euros sur 350 milliards de dette.

L'ÉCART DE DÉVELOPPEMENT AVEC LES AUTRES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE VA NÉANMOINS RESTER IMPORTANT

euro. Du pur bluff, selon les détracteurs de l'homme politique. Néanmoins, le référendum passe la rampe, faisant fuir tous les agents économiques, qui craignent un défaut de paiement. Le pays retombe en récession, après en être brièvement sorti en 2014.

«La Grèce est le seul pays de la zone euro qui doit évoluer sous la surveillance des pays étrangers créanciers par l'intermédiaire de la troïka, sanctionne Miranda Xafa. Force est de constater que les réformes exigées demeurent inachevées. Le gouvernement de Tsipras applique les mesures prescrites à reculons. C'est regrettable car cette attitude empêche le pays de se reconstruire et revient à une destruction pure et simple de richesses.»

Le chemin sera long

Les souffrances restent dissimulées aux yeux du visiteur par l'intense joie de vivre des Athéniens qui se plaisent à déambuler le long des champs de ruines antiques le soir venu. Cependant, quelque 500 000 jeunes hautement éduqués se sont exilés. Le salaire minimum mensuel officiel est de 580 euros, mais nombre de travailleurs effectuent 40 heures hebdomadaires pour 300 à 400 euros. A l'instar du produit national brut qui a rétréci de 25%, le pouvoir d'achat des habitants s'est réduit d'autant. La classe moyenne a été frappée de

plein fouet et un tiers de la population vit aujourd'hui dans la pauvreté. Un quart n'a pas les moyens de se chauffer l'hiver. S'il n'y a pas davantage de sans-abri dans les rues, c'est grâce à la force des liens sociaux. «Au sein des familles, tout le monde se soutient», témoigne Sophie Lamprou. Corollaire, on trouve toujours plus souvent trois générations sous un même toit car les couples qui fondent une famille n'ont pas les moyens de prendre leur propre appartement. Une situation qui s'éloigne vite de toute vision idéalisée du clan.

Parallèlement, la crise a aussi rapproché ville et campagne. Certains jeunes sont retournés dans les villages pour y amener un peu de culture urbaine, par exemple en ouvrant des studios de yoga. De leur côté, les mères restées à la ferme veillent plus que jamais à envoyer par la poste de régulières quantités de produits du terroir à leurs rejetons. «De notre côté, nous développons une plateforme où les petits agriculteurs peuvent vendre leur production directement aux citoyens», raconte Sophie Lamprou.

«Certes, les Grecs sont résilients. Mais cette qualité ne doit pas cacher que cette longue période de marasme a causé des dommages durables à l'économie nationale», assène Anastassios Frangulidis, manager chez Pictet Asset Management à Zurich. Les observateurs s'accordent pour dire que la Grèce pourrait retrouver les standards de 2007 après dix ou quinze ans d'une croissance modérée oscillant entre 1 et 1,5%. «Cependant, l'écart avec les autres pays de l'UE qui ont poursuivi leur développement durant ce laps de temps va rester important», relève Anastassios Frangulidis. L'économiste ajoute: «Du point de vue de l'investisseur étranger, cette situation crée des opportunités intéressantes dans les secteurs de l'immobilier, du tourisme, de l'énergie et de l'agriculture.»

Dans son taxi, Yorgos lance à la fin de la course: «Vous en Suisse, vous avez l'argent. Nous, nous avons la mer et le beau temps.» Pour rien au monde, il ne ferait l'échange. ■